

Unité bi-départementale Calvados-Manche

Saint-Lô, le 22/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Métaux Non Ferreux

ZI Le Grand Chemin

50540 ISIGNY LE BUAT

Références : 2022-50-64

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement SUEZ RV Métaux Non Ferreux implanté ZI Le Grand Chemin 50540 ISIGNY LE BUAT. L'inspection a été annoncée le 11/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce site à fait l'objet de travaux d'aménagement et d'un arrêté complémentaire le 15 novembre 2019 cadrant toutes les activités et enjeux du site et indiquant des échéances à respecter. L'objectif de cette visite est de vérifier le respect des attendus principaux découlant de cet arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Métaux Non Ferreux
- ZI Le Grand Chemin 50540 ISIGNY LE BUAT
- Code AIOT dans GUN : 0005301536
- Régime : Autorisation
- IED

La société Suez RV Métaux Non Ferreux, ayant fait droit aux sociétés historiques Pinel et Sirec, est autorisée à exploiter à Isigny le Buat une installation de regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux de métaux ferreux et non ferreux, papiers/cartons, D3E et autres déchets par arrêté préfectoral du 13 novembre 2003 revu en 2019.

Ce site industriel étendu (plus de 11,7 hectares) est scindé en deux parties : la zone nord, dédiée aux métaux principalement non ferreux (câbles, aluminium, cuivre, etc.) et la zone sud, dédiée aux déchets de papiers, cartons, bois, pneumatiques, plastiques et aux métaux ferreux. L'exploitant ICPE Suez RV Métaux Non Ferreux sous-traite intégralement les activités exercées sur la zone sud à

une autre filiale du groupe Suez, la société Suez RV Normandie.

Administrativement, le site relève du régime de l'autorisation environnementale et de la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions atmosphériques et sonores
- gestion des eaux de ruissellement
- incendie
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Circulation dans l'établissement et comptoirs	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.8.1.5 / et 2.9.2	/	Sans objet
État de la plate-forme	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.4.4.6	/	Sans objet
Modifications sans information préalable	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 1.1.4	/	Sans objet
Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.4.4.3	/	Sans objet
Envois de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.1.4	/	Sans objet
Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.7.2.1	/	Sans objet
Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.8.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maintenance du matériel	AM du 10/01/2006 article 10	/	Sans objet
Respect des normes de rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 novembre 2019 prévoyait un échéancier de travaux de mise en conformité du site aux nouvelles prescriptions applicables, allant de l'application immédiate (travaux relatif au bassin des eaux de ruissellement) à des échéances de court et moyen termes fixées au 17 août 2020 (étude de résistance au feu), au 17 août 2021 (mesure de gestion contre les envois de plastiques) et au 17 août 2022 (3 mesures initiales de COV totaux). À ces échéances s'ajoutent les études/analyses récurrentes relatives au suivi réglementaire des rejets et des nuisances potentielles.

L'IIC a constaté que si certains des travaux ont été finalisés (bassin des eaux de ruissellement avec unité de pré-filtration), ce site nécessite encore d'importants aménagements (volumètre en sortie de bassin, reprise de la plate-forme, stockage couvert des broyats plastiques, limitation des nuisances sonores). L'exploitant a en outre mis en place un nouvel émissaire de rejet canalisé

atmosphérique, sans en avoir informé l'inspection. **Il est attendu une régularisation de la situation sous 3 mois, faute de quoi il sera proposé au préfet des sanctions administratives.**

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance synthétisant les évolutions du site depuis 2019 (émissaire D5, comptoir nord, évolution des déchets admis et broyage de canettes aluminium). Enfin, il doit s'assurer que les dispositifs en place sont fonctionnels (bâche réserve incendie du secteur sud). **L'exploitant dispose d'un mois pour remettre en service la bâche de 240 m³ défaillante du secteur sud et de 3 mois pour fournir un retour global satisfaisant à l'IIC.**

Les points concernant l'étude de résistance au feu et les résultats du suivi des eaux souterraines seront abordés lors d'une prochaine visite.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Circulation dans l'établissement et comptoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.8.1.5 et 2.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles visent prioritairement à protéger les piétons, à éviter d'endommager les installations et à ne pas encombrer les voies et les accès, notamment de secours, même en dehors de heures d'exploitation. Des règles de stationnement sont également édictées en ce sens. Les règles de circulation sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
Constats : La signalétique pour les particuliers est trop sommaire (partie comptoir en zone Nord) et ne répond pas de manière satisfaisante à la prescription réglementaire.
Observations : L'exploitant doit mettre en place une signalétique permettant aux particuliers de repérer les zones d'accès et les zones d'attente qui les concernent de manière à assurer leur sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État de la plate-forme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.4.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité de la plate-forme
Prescription contrôlée : Les eaux météoriques ruisselant sur l'ensemble des surfaces extérieures imperméabilisées (plates-formes extérieures, voiries et stocks de déchets) et les eaux de l'aire de lavage sont collectées en 4 réseaux selon la topographie.
Constats : La plate-forme présente des dégradations importantes et est même devenue inexistante par endroit (stockage DEEE en secteur Nord). Ce constat a déjà été fait lors de la précédente visite du 21/01/20, en d'autres endroits du site.
Observations : L'exploitant devra impérativement s'engager sur un programme ambitieux de travaux et sur des échéances.
Type de suites proposées : Susceptible de suites, si la situation n'est pas régularisée sous 3 mois
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modifications sans information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 1.1.4 et 2.1.3.1
Thème(s) : Modifications sans information préalable
Prescription contrôlée : Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'actualisation de la demande d'autorisation, dans sa version complétée en septembre 2018 et février 2019. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet de la Manche avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant exerce une activité de transit, regroupement, compactage de cannettes (utilisation du broyeur doopstadt), sans en avoir averti au préalable l'IIC. Les rejets atmosphériques canalisés autorisés sont ceux des dépoussiéreurs de câbles cuivre D1, alu D2/D3 et plastiques D4. Or un émissaire supplémentaire lié à un nouveau dépoussiéreur « D5 » a été observé sur site. L'exploitant n'a pas non plus informé l'ICC de la mise en place effectuée courant 2021 de ce nouveau dispositif. L'absence de signalement de ces 2 modifications constitue un écart significatif aux dispositions applicables.
Observations : L'exploitant devra porter à connaissance de l'IIC ces évolutions de son activité, de même que la localisation des comptoirs (plan) et des stockages.
Type de suites proposées : Susceptible de suites, si la situation n'est pas régularisée sous 3 mois
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eau
<p>Prescription contrôlée : Un troisième séparateur d'hydrocarbures est placé en aval du trop-plein, de même qu'un volucompteur.</p> <p>Les 3 séparateurs d'hydrocarbures sont correctement dimensionnés ; ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>En sortie du bassin de tamponnement, les eaux sont rejetées au milieu naturel dans le fossé communal au sud menant au ruisseau d'Isigny ; une vanne permet, en cas de pollution ou de sinistre, de diriger les eaux susceptibles d'être polluées vers le bassin communal de confinement.</p>
<p>Constats : Le volucompteur n'est pas présent, il n'y a donc pas de mesure de débit en sortie de bassin. L'exploitant s'est engagé suite à l'inspection à mettre en place ce dispositif sous un délai court.</p> <p>L'IIC a constaté 2 rejets au niveau du regard en sortie de bassin (le premier sous la forme d'un écoulement canalisé par un aménagement béton, le second via un tuyau situé en partie supérieur).</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis un plan présentant le système de drains présent sous le bassin et son rejet (aménagement béton), ainsi que le réseau parallèle de surverse du bassin de collecte des eaux de ruissellement (tuyau).</p> <p>Le bassin avait été curé peu de temps avant la visite.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures situé en sortie de bassin possède une alarme (voyant lumineux), or cette alarme n'est pas transmise à un système central de contrôle ou dans les bureaux. L'exploitant a transmis à l'IIC des fiches techniques concernant les alarmes sonores pouvant être mises en place sans préciser quels sont les éléments opérationnels sur chaque séparateur d'hydrocarbures du site. En tout état de cause, une détection de l'allumage de ce voyant lumineux liée au passage aléatoire d'un employé à proximité du système n'est pas suffisante.</p> <p>Un contrôle par sondage des BSD relatifs à l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures a été réalisé. Plusieurs vidanges ont été faites en 2021.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit tenir son engagement de mettre en place promptement, soit sous 3 mois, un volucompteur en sortie de bassin et s'assurer de son bon fonctionnement.</p> <p>Il doit aussi mettre en place un dispositif de report d'alarme efficace pour chaque séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Nous vous recommandons enfin d'indiquer sur les BSD quel(s) séparateur(s) hydrocarbures ont été vidangés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites, si la situation n'est pas régularisée sous 3 mois
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance du matériel

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 10/01/2006, article 10
Thème(s) : Maintenance du matériel
Prescription contrôlée : Le contrôle en service prévu à l'article 2 ci-dessus est constitué par la vérification périodique. Elle est effectuée à intervalles d'un an au plus.
Constats : La vérification périodique des ponts bascule a bien été réalisée en avril 2021 soit moins d'un an avant la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Aucune

Nom du point de contrôle : Respect des normes de rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Pour chaque point de rejet, les concentrations et flux des polluants rejetés à l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est en fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures.
Constats : Le rapport annuel de l'année 2020 daté du mois d'avril 2021 indique que les valeurs mesurées sont conformes à la réglementation pour D1, D2/D3 et D4. Les diagnostics réalisés par APAVE en novembre 2021 incluent le point de rejet (inconnu de l'inspection jusqu'à ce jour) D5 et l'analyse des COV totaux et indiquent qu'aucun dépassement des VLE n'est à signaler. Le bilan des 3 mesures initiales de COV totaux attendues pour le 17 août 2022 pourra faire l'objet d'un paragraphe spécifique du rapport annuel 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Envol de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, émissions diffuses et envols
Prescription contrôlée : Les éventuels stockages de matières pulvérulentes sont confinés de sorte à prévenir les envols de poussières (réipients, silos, bâtiments fermés...). L'exploitant est tenu de respecter cette disposition pour tous les stockages de broyats de plastiques dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant le 17 août 2021 .
Constats : Certains broyats de plastiques (issus des câbles) sont entreposés à l'extérieur sous abris, toutefois plusieurs autres tas de broyats sont stockés à l'extérieur sans couvertures (en partie est et partie ouest du bâtiment de broyage de câbles). Des accumulations de matières plastiques ont été constatées en particulier sur les secteurs où la dalle est absente (chemin menant à la réserve incendie Nord). Cette situation n'est donc ni conforme, ni satisfaisante.
Observations : L'exploitant doit impérativement stocker ces broyats de plastiques sous abris pour limiter leur propagation. L'échéance fixée au 17 août 2020 n'est pas respectée, ce constat de non-conformité est un écart majeur .
Type de suites proposées : Susceptible de suites, si cet écart n'est pas régularisé sous 3 mois
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans les zones à émergence réglementée. Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs fixées, pour les différentes périodes de la journée
Constats : L'exploitant a transmis une étude acoustique datée du 17/02/22 mettant en évidence une émergence de 13 dB(A) au point PLD-1 situé au Nord, ce qui correspond à un dépassement de +10 par rapport au seuil réglementaire. Les mesures de bruits ambiants en limites de propriété présentent des résultats conformes hormis pour les points PCD-6 et PCD-9 qui présentent respectivement des dépassements de +5 (en période diurne) et +6 (en période nocturne).
Observations : L'exploitant doit présenter un programme de travaux permettant de respecter les seuils réglementaires et s'engager sur le calendrier associé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;• d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles ;• d'une cuve métallique de réserve incendie de 600 m³ située en zone nord, alimentant à un débit de 216 m³/h, via un supresseur, 5 poteaux incendie et un réseau de 24 robinets incendie armés répartis de manière optimale• 2 réserves incendie de type bâches souples de 240 m³ chacune, situées en zone sud.
Constats : La réserve du secteur nord et son système de détection de niveau ont été constatés. Une des deux bâches situées au sud n'était pas opérationnelle. Les RIA ont été vérifiés il y a moins d'un an. Durant l'inspection, le bon fonctionnement d'un RIA a été contrôlé en manœuvre, par sondage.
Observations : L'exploitant devra transmettre la justification du bon fonctionnement des bâches sud.
Type de suites proposées : Susceptible de suites, si la réserve souple incendie de 240 m ³ n'est pas remise en service sous 1 mois
Proposition de suites : Sans objet